

BACCALAURÉAT

Djerad donne le coup d'envoi à partir d'Annaba

P2

TRICHERIE AU BEM

Un lycéen condamné à 1 an de prison à Guelma

P2

CONSULTATIONS POLITIQUES

L'Alliance des forces nationales se réunit pour la deuxième fois

P3

EDUCATION NATIONALE

La rentrée scolaire dépend de l'avis du Comité scientifique

P3



ALGÉRIE-AFRIQUE

« Les échanges économiques n'excèdent pas 0,4% »

Les relations économiques de l'Algérie avec le reste du continent africain est quasi-inexistante. Selon le Secrétaire général du Comité de liaison de la Route Transsaharienne, les échanges économiques de l'Algérie avec les pays du continent Africain n'excèdent pas le 0,4%. Si nous y avons été, jusqu'ici absents, c'est parce que le prix du baril était au plus haut et que nous avions de l'argent", a-t-il expliqué. S'exprimant hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, le Secrétaire général du Comité de liaison de la Route Transsaharienne considère que l'Algérie se doit, aujourd'hui, de valoriser l'expérience acquise sur de grands projet pour aller la transposer dans des pays en Afrique.

P5

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE VENISE

Deux films arabes couronnés et le Lion d'Or pour "Nomadland"

Le film américain "Nomadland" a remporté, samedi soir, le Lion d'or à, décerné par le jury de la 77e Mostra présidé par l'actrice australienne Cate Blanchett, le premier événement de ce type organisé avec un public en direct depuis l'épidémie de Covid-19. Chloé Zhao, réalisatrice américaine d'origine chinoise de 38 ans, est la première femme à recevoir ce prestigieux prix, depuis le couronnement en 2010 de Sofia Coppola pour "Somewhere". Avec ce prix, la réalisatrice qui s'est fait connaître en 2017 avec "The Rider" et prépare un film Marvel qui doit sortir l'an prochain, peut espérer se placer dans la course aux Oscars. Elle suivrait ainsi l'exemple de plusieurs Lion d'Or ces dernières années, dont le "Joker" de Todd Phillips, couronné en 2019 et oscarisé quelques mois plus tard.

P21

Régions

MASCARA (PLAINE DE LA "HABRA")

Mesures d'urgence pour régler le problème d'irrigation

P8

TINDOUF

Plusieurs actions pour la préservation de l'arganier

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

247 nouveaux cas, 162 guérisons et 7 décès

P24

LITTÉRATURE

Radio Erevan

Nous proposons à nos lecteurs, en exclusivité, un recueil de nouvelles de Mohamed Chouli. Six histoires, à se rouler par terre, où l'absurde le dispute au plaisant, réunies sous le titre de Radio Erevan. C'était avant la pérestroïka et la glasnost de Mikhaïl Gorbatchev. On ne peut pas rire des autres si l'on est incapable de rire de soi, disaient les Soviétiques, non sans fierté. La preuve, cette Radio Erevan, la voix du bon peuple, qui diffusait, sans relâche, le rire, la joie, la bonne humeur ; mais aussi les cris de révolte, de douleur, de détresse. L'humour est la politesse du désespoir, disait Guy Bedos. Il ne pouvait pas si bien dire. Bonne lecture !

P18/19



Par Mohamed Chouli

Sport

FOOT/ LIGUE 1 ALGÉRIENNE (CR BELOUIZDAD)

"Huit semaines sont insuffisantes pour une bonne préparation"

P13



Brèves

TRICHERIE AU BEM

Un lycéen condamné à 1 an de prison à Guelma

Le tribunal de Guelma, à l'Est de l'Algérie, a condamné, mercredi dernier, un lycéen à un an de prison ferme et une amende de 100 000 dinars pour avoir « diffusé le corrigé de l'examen de langue arabe sur sa page Facebook » et ce, en vertu de nouvelles dispositions du code pénal prévoyant de lourdes peines pour ce type de fraude, a annoncé, samedi, le ministère de la Justice dans un communiqué. Le communiqué a précisé que les tribunaux ont commencé à prononcer les « premières peines d'emprisonnement » pour des faits liés à la fuite des sujets de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), la diffusion de corrigés et la « triche ». Une autre personne, accusée d'avoir « fuité le sujet de langue arabe par téléphone portable », a été placée en détention provisoire par le tribunal de M'sila (230 km au sud d'Alger). Son procès doit avoir lieu dimanche, selon le ministère. Amendé en avril dernier, le code pénal criminalise « l'atteinte aux examens et concours ». Toute personne impliquée dans la fraude aux examens encourt une peine allant de 1 à 15 ans de prison. Le phénomène de la fraude aux examens du brevet et du baccalauréat a pris de l'ampleur ces dernières années en Algérie.

ALGER

Ouverture du 1er Salon digital international du Commerce et du Marketing

Le Salon international digital du Commerce et du Marketing a débuté hier avec la participation d'opérateurs algériens et une dizaine d'exposants de pays arabes et étrangers, a indiqué la Société Andalus Trade, Show, Exhibits and Events (TSEE), organisatrice de l'événement, dans un communiqué. S'étalant jusqu'au 27 septembre prochain, cette manifestation économique digitale a été rehaussée par la participation du Vietnam, invité d'honneur de cette édition, l'Indonésie, la Chine, la Jordanie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Inde, les Emirats arabes unis (EAU), ainsi que des représentants de sociétés algériennes. Ce salon international est, selon les organisateurs, "premier du genre en Algérie et en Afrique, et deuxième mondiale, après l'exposition de Hala China organisée conjointement avec l'Etat des EAU à Dubai". Selon le directeur de l'exposition, Abderraouf Mounir Douidi, "le salon international digital du Commerce et du Marketing a eu le mérite d'occuper une place idoine en tant que rencontre internationale durable pour les sociétés et hommes d'affaires dans le monde", annonçant l'organisation d'un autre salon numérique international de l'agroalimentaire, prévu du 1er au 16 novembre prochain. Les organisateurs de cet événement ont mis leur site électronique www.andalus-tsee.com, à la disposition des personnes désirant davantage d'informations sur ce salon.

BACCALAURÉAT

Djerad donne le coup d'envoi à partir d'Annaba

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné, hier à partir d'Annaba, le coup d'envoi des épreuves du Baccalauréat pour l'année scolaire 2019-2020.



M. Djerad a procédé à l'ouverture des plis contenant les copies de l'épreuve de langue arabe au centre d'examen du CEM Chaib Larbi du chef-lieu d'Annaba, où il s'est enquis des conditions du déroulement de l'examen. Le Premier ministre a rappelé que les épreuves du Baccalauréat se déroulent cette année dans "une conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par la pandémie du nouveau coronavirus". S'adressant aux candidats, M. Djerad a souligné qu'"en dépit de ses répercussions, la pandémie du coronavirus nous incite à développer des réflexes pour nous protéger, préserver notre santé et celle des personnes qui nous entourent". Le Premier ministre a également encouragé les candidats "à soigner leur écriture" leur assurant qu'"une écriture soignée permet de mieux apprécier le contenu. M. Djerad s'est également entretenu avec quelques professeurs, encadreurs du Baccalauréat au centre d'examen Chaib Larbi, les félicitant et les encourageant à aller de l'avant. "Il faut être fier du métier que vous exercez. Le professeur forme les générations futures et les bons professeurs contribuent à l'édification d'une

société éclairée", a-t-il dit.

Le Premier ministre a déclaré à l'occasion : "Je suis optimiste quant au bon déroulement des épreuves du Baccalauréat. Il y a eu une sensibilisation des candidats mais aussi de leurs parents pour les aider à mieux se préparer pour ces épreuves. L'Etat a mobilisé tous les moyens pour assurer la réussite de cet examen, dont l'opération d'organisation est suivie de près et avec une grande attention, par le président de la République et le ministre de l'Education nationale". Pas moins de 12 085 candidats dont 4506 filles se sont présentés aux épreuves du baccalauréat à Annaba, répartis sur 48 centres d'examen dont deux pour les pensionnaires des établissements pénitentiaires. A l'échelle nationale, le nombre de candidats aux épreuves du Baccalauréat est de plus de 637 000 élèves entre scolarisés et libres, pour cette session septembre 2020, qui s'étalera sur cinq jours.

4 647 détenus passent également les épreuves du Baccalauréat à travers 44 établissements pénitentiaires agréés par le ministère de l'Education nationale en tant que

centres pour les examens officiels. Les sujets de l'examen ont été limités aux cours dispensés en présentiel durant les 1er et 2ème trimestres de l'année scolaire 2019-2020, avait rassuré le ministre de l'Education. Le secteur de l'éducation avait élaboré quatre protocoles sanitaires approuvés par le ministère de la Santé, en vue de protéger les candidats et les encadreurs mais également pour éviter la propagation de la pandémie du coronavirus, à travers l'engagement du gouvernement à réunir tous les moyens de prévention au niveau de tous les centres d'examen que compte le pays. Pour rappel, le Conseil des ministres, réuni le 10 mai dernier sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait décidé du report au mois de septembre, de l'examen du Baccalauréat en raison de la situation sanitaire prévalant dans le pays. La Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a mobilisé 15 379 policiers à travers tout le territoire national pour la sécurisation de l'examen du Baccalauréat prévu du 13 au 17 septembre 2020. Pour rappel, le taux de réussite à l'examen du Bac session 2019 s'est établi à 54,56%.

MOHAMED OUADJAOUT (MINISTRE DE L'EDUCATION)

Toutes les conditions sont réunies

Le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, a affirmé hier à Annaba, que toutes les conditions organisationnelles et sanitaires sont réunies pour la réussite du déroulement des examens du Baccalauréat (session septembre 2020). Le ministre de l'Education nationale, accompagnant le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, qui a donné le coup d'envoi des épreuves du Bac à partir du centre d'examen du CEM Chaib Larbi du chef-lieu, a indiqué à la presse que "des protocoles sanitaires seront appliqués tout au long de la durée des examens". Il s'agit de protocoles sanitaires approuvés par la Commission scientifique du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans le but de "garantir la sécurité des candidats, des surveillants et des encadreurs", a-t-il dit. Concernant les

moyens mis en place conformément à cette série de protocole, M. Ouadjaout a fait savoir que plus de six (6) millions masques sanitaires ont été prévus pour la protection des candidats et des équipes d'encadrement et de surveillance, outre les quantités importantes de solutions hydro-alcooliques. Le ministre a également souligné que par mesure de précaution, une salle a été aménagée dans chaque centre d'examen afin d'isoler d'éventuels cas suspects d'une contamination à la Covid-19. Un médecin a été désigné dans chaque salle d'isolement pour prendre les éventuels cas et se prononcer sur la conduite à adopter.

Concernant la surveillance des examens, M. Ouadjaout a indiqué que des mesures spécifiques ont été prises, notamment en matière de lutte contre la fraude, rappelant que de

nouvelles sanctions pénales ont été introduites dans le code pénal contre les fraudeurs, alors que par le passé, l'acte de la fraude aux examens était sanctionné par des peines administratives. Le ministre a souligné qu'"aucun cas de triche ne sera enregistré durant ces épreuves". Il a également rappelé les différentes mesures prises par le ministère depuis avril dernier pour accompagner les élèves sur le plan pédagogique mais aussi psychologique, dont la dernière date du 25 août dernier et qui a consisté en la proposition des cours de soutien.

Dans ce contexte, il a rassuré les candidats et les parents que les sujets des examens du baccalauréat ont été limités aux cours dispensés en présentiel durant les 1er et 2ème trimestres de l'année scolaire 2019-2020.

EDUCATION NATIONALE

La rentrée scolaire dépend de l'avis du comité scientifique

Même avec une courbe descendante des contaminations au coronavirus en Algérie, les autorités ne se sont pas décidées à fixer une date pour la rentrée scolaire.



Quinze jours de la fin du mois de septembre, tout le monde est à l'expectative. Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a encore répété, hier à partir de Annaba, que la date de la rentrée scolaire 2020-2021 sera fixée suivant les rapports du comité scientifique de lutte contre la Covid-19. "La situation épidémiologique dans le pays est aujourd'hui stable grâce au respect des protocoles sanitaires préventifs et la conscience

des familles algériennes", a affirmé M. Djerad, lors de son passage sur les ondes de la radio algérienne. Il a, dans ce contexte, appelé à "la nécessité de préserver le même degré de vigilance" assurant qu'il s'agit là "de la santé du citoyen avant toute chose". Il est donc, fort possible, que le comité scientifique organisera, dans les jours qui viennent, une réunion consacrée à cette question. Une prochaine réunion du conseil des ministres tran-

cherait. Les rumeurs concernant la rentrée scolaire ont commencé à circuler vivement dès la dernière déclaration du Premier ministre. Des rumeurs allant de l'année blanche à une année amputée du premier trimestre, à l'hypothèse d'une année scolaire démarrant au mois de janvier et finalement, une année scolaire à distance, virtuelle, par visioconférence... Il est rappelé que les écoles en Algérie sont fermées depuis

mois mars, soit près de sept mois. Très peu d'élèves ont poursuivi des cours à distance. Les efforts des autorités dans ce sens n'ont apporté les résultats escomptés. Une remarque s'impose : les organisations syndicales et des parents d'élèves observent, depuis quelques temps, le silence, alors qu'ils étaient fort prolixes concernant l'arrêt des cours et l'annulation et/ou le report des examens de fin d'année. Abir N.

CONSULTATIONS POLITIQUES

L'Alliance des forces nationales pour la réforme se réunit pour la deuxième fois

Une source officielle au sein des Forces nationales pour la réforme a révélé que la coalition tiendra une réunion mercredi prochain au siège du mouvement El Bina pour se consulter sur le projet de révision de la Constitution, après son adoption, à la fin de la semaine dernière, par le parlement à la majorité quasi absolue. La même source a confirmé au quotidien Al-Hurriya que la réunion, la deuxième du genre, se concentrera sur l'unification de la position de la coalition sur le projet de révision de la Constitution, qui sera soumis au référendum populaire le 1er novembre prochain. Notre source s'est déclarée satisfaite du climat dans lequel l'adoption a été faite, expliquant que la présidence de la République a adopté certaines des propositions des forces patriotiques après la rencontre avec le président Abdelmadjid Tebboune sans, pour autant, révéler les

points qui n'ont pas été pris en considération. Cette réunion d'évaluation de l'initiative des forces nationales de réforme intervient un mois après son lancement en tant que cadre consultatif par un groupe de partis politiques, d'associations, de syndicats et de personnalités nationales pour exiger des réformes profondes reflétant la volonté de changement. Le président de la République avait reçu début août dernier une délégation sur cette initiative conduite par Abdelkader Bengrina, chef du Mouvement national El Binaa, et Tahar Benbaibiche, chef du parti Fajr El Jadid, et s'était engagé à prendre en compte les propositions de la coalition. La vie politique nationale traverse une stagnation qui ressemble à une désertification politique. Les grands partis traditionnels qui ont dominé la scène au cours des 30 dernières années n'ont pas réussi à se débarrasser de leur héritage après avoir perdu leur crédibilité, comme les partis FLN

et RND, ou les petits partis qui vivaient sur les rives. Aucun parti politique n'a réussi à se frayer un chemin à travers les ravages causés par le règne Bouteflika. À l'exception de l'initiative des forces alternatives démocratiques formée par des partis de gauche tels que le parti FFS, le parti des Travailleurs et le RCD, qui pataugent dans leurs contradictions internes et font face à de grandes difficultés pour remporter le pari en tant que force politique efficace et s'imposer comme une extension du mouvement populaire. En revanche, l'Alliance des Forces nationales pour la réforme, qui comprend des partis des courants nationaux et islamiques, cherchent également à se faire entendre dans la phase post-référendaire sur la Constitution et les surprises qu'entraîneraient les nouvelles lois organiques sur les partis politiques et les élections. Fa. B.

PRÉPARATIFS DU RÉFÉRENDUM

Belhimer préside une réunion de travail

Les préparatifs du secteur de la communication, consacrés au référendum populaire sur l'amenagement de la Constitution, prévu le premier novembre prochain, ont fait l'objet d'une réunion de travail présidée, hier à Alger, par le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer. Cette rencontre hebdomadaire, qui fait suite à d'autres tenues précédemment depuis l'annonce de la tenue du référendum, a réuni le président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), M. Mohamed Louber, le Secrétaire Général du ministère de la Communication, M. Ahmed Bouchdjira, et les premiers responsables de l'APS, de l'ANEP, de l'EPTV, de l'ENRS, de TDA, du CIP et du CNDPI, ainsi que des cadres du ministère. Dans ses orientations, le ministre a insisté sur l'importance accordée à ce rendez-vous électoral, en parti-

culier dans sa phase d'explication et de vulgarisation des articles de la nouvelle Constitution qui consacre de larges pans aux droits fondamentaux et aux libertés publiques, au renforcement de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs, à l'indépendance de la justice et de la Cour constitutionnelle, à la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption et à l'indépendance de l'autorité nationale des élections. Tous ces axes doivent être développés et expliqués aux citoyens à travers une large campagne médiatique à l'aide de tous les supports, notamment la vidéo, sans omettre l'exploitation de la Toile à travers les sites électroniques et les réseaux sociaux en mettant à forte contribution les experts et universitaires dans le domaine du droit constitutionnel, a ajouté le ministre. Il a relevé, à ce propos, la richesse du mouvement associatif national, composé dans sa majorité de jeunes maîtrisant les technologies du numérique, de

la communication et de l'information qu'il faut absolument associer à ce processus électoral. Le ministre a également mis en exergue l'importance de l'implication inclusive devant regrouper l'ensemble des représentants de la société, qu'il s'agisse de citoyens, de société civile, de syndicats, de patronats et de partis politiques agréés, dans le processus référendaire afin de les sensibiliser aux enjeux politiques de cette échéance électorale qui répond aux aspirations légitimes du peuple algérien dans la construction de la nouvelle Algérie. A ce sujet, Belhimer a notamment rappelé la volonté du président de la République de promouvoir le rôle de la société civile et le raffermissement de ses liens avec les institutions de l'Etat, dans le cadre de la démocratie participative au service de l'intérêt général du pays. R.N.

Brèves

PROCÈS DE OULD ABBES ET BARKAT

Des peines de 8 à 12 de prison requises

Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Cour d'Alger) a requis hier des peines de 8 à 12 ans de prison ferme à l'encontre des deux anciens ministres Ould Abbas et Barkat, et des autres accusés, avec saisie de tous les revenus et fonds illégaux. Le représentant du parquet a requis douze (12) ans de prison ferme et une amende de un million (1) de DA à l'encontre de Djamel Ould Abbas, et dix (10) ans de prison ferme et la même amende pour Saïd Barkat, avec saisie de tous les revenus et fonds illégaux des accusés. Les deux anciens ministres Djamel Ould Abbas et Saïd Barkat sont poursuivis pour dilapidation de deniers publics et conclusion de marchés en violation de la législation en vigueur. Le parquet a également requis une peine de dix (10) ans de prison ferme et une amende de un (1) million de Da à l'encontre du président de l'Organisation nationale des étudiants, Hamza Chérif, qui occupait également le poste de chargé d'études et de synthèses au ministère de la Solidarité, poursuivi dans la même affaire pour dilapidation de deniers publics. Huit (8) années de prison et une amende de un (1) million Da, ont été également requises à l'encontre de l'ancien Secrétaire général du ministère de la Solidarité nationale, Khelladi Bouchenak. APS

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

L'Algérie affiche sa disponibilité à accompagner le Burkina Faso

L'ambassadeur de la République du Burkina-Faso, Oumarou Sadou, a souligné, hier à Alger, avoir reçu des assurances de la part du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sur la "disponibilité" de l'Algérie à "accompagner" son pays dans la lutte contre le terrorisme. "Le Président Tebboune m'a rassuré quant à la disponibilité de l'Algérie d'accompagner mon pays en particulier et toute la région du Sahel dans la lutte contre le terrorisme qui demeure le défi essentiel", a déclaré M. Sadou à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président Tebboune. M. Sadou qui remis au chef de l'Etat ses lettres de créances l'accréditant en tant que nouvel ambassadeur du Burkina Faso en Algérie, a ajouté avoir abordé avec le Président de la République la coopération bilatérale dont le volet économique, soulignant la volonté des deux pays d'œuvrer pour faciliter leurs échanges. Par ailleurs, M. Sadou a indiqué avoir transmis, par la même occasion, "les salutations du peuple burkinabé au peuple algérien qui l'a accompagné dans tous les défis que nous avons connus que ce soit au niveau national ou au plan régional contre l'insécurité". R. N.

TRAVAUX PUBLICS

Renforcer la compétitivité des entreprises algériennes à l'étranger

Les participants au colloque national sur les opportunités d'exportation dans le secteur des Travaux publics ont mis l'accent sur l'impératif de renforcer la compétitivité des entreprises algériennes activant à l'étranger.



Les participants à cette rencontre à laquelle ont participé des membres du Gouvernement, ont indiqué que les entreprises algériennes étaient techniquement en mesure de réaliser des projets de Travaux publics et les exporter notamment vers les pays africains et du voisinage, pour peu qu'on leur assure une aide en matière de financement et des douanes en vue de faciliter leur travail.

Dans ce contexte, plusieurs opérateurs ont mis en avant la nécessité de tenir des réunions périodiques avec les diverses parties prenantes à même de définir les services, normes et capacités de chaque entreprise. A ce propos, le Secrétaire général (SG) de l'Algériennes des autoroutes, Abdelhamid Frioui a indiqué que le secteur des Travaux publics possédait d'énormes potentiels à tra-

vers les sociétés nationales publiques et privées activant sur le terrain et capables d'atteindre les 500 millions Usd/an de revenus voire plus à l'avenir. Le ministre des Finances a donné de l'espoir quant à la possibilité de parvenir à des mesures pratiques qui aplaniront les entraves financières faisant obstacle aux opérations d'exportation, a fait savoir M. Frioui, précisant que la grande partie des défis auxquels font face les bureaux d'études et les entreprises était d'ordre financier et procédural. "Il est nécessaire de se tourner vers l'étranger et remédier aux problématiques des finances, des assurances, des douanes et des procédures", a-t-il souligné, espérant que les discours rassurant des ministres à l'égard des opérateurs, lors de cette rencontre, se traduira positivement sur le terrain, et ce, après

la présentation, au Premier ministre, des recommandations afin de trouver une solution rapide à ce type d'obstacles. De son côté, le PDG du groupe d'infrastructures de travaux maritimes "GITRAMA", Boualem Akhrouf a indiqué que "l'Algérie dispose de nombreux bureaux d'études activant en Afrique en toute aise, en dépit des difficultés financières et douanières entravant le développement de ce domaine". "Il est impératif d'améliorer les conditions et situation des entreprises activant en Afrique en aplanissant ces entraves et en prenant des mesures favorables au financement des entreprises pour faciliter l'exportation", a-t-il ajouté. Dans le secteur des travaux publics, l'Algérie compte 9 compagnies au sein du Groupe d'études d'infrastructures, de contrôle et d'as-

sistance "GEICA", 17 au sein de "GITRAMA" et 18 au sein du Groupe d'infrastructures des travaux routiers et ouvrages d'art "GITRA". Au terme des travaux, les participants ont appelé à l'impérative consolidation de la compétitivité des entreprises algériennes et à la création d'une instance à même de prendre en charge leurs besoins, parallèlement à la mise en place de cellules de veille à l'étranger, facilitant aux entreprises l'accès à l'information sur les projets et la tenue de rencontres bilatérales pour faire connaître le potentiel national. Il a aussi été question d'aider les entreprises à hauteur de 25% en matière de transport d'équipements et matériel pour la réalisation des projets et leur accorder des facilitations bancaires.

APS

FAROUK CHIALI (MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS)

L'Algérie œuvre à l'exportation des services en Afrique

Le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali, a indiqué, samedi à Alger, que l'Algérie œuvrait à l'exportation des services et produits de son secteur notamment aux marchés africains. Intervenant à l'ouverture du Colloque national sur "l'exportation dans le secteur des travaux publics", M. Chiali a rappelé que le pays recensait plusieurs bureaux d'études et entreprises compétentes qui exportent leurs services actuellement, ajoutant que leur nombre reste minime par rapport aux potentialités offertes. A cette occasion, le ministre a mis en avant "l'énorme potentiel" dont disposent les entreprises ayant réalisé des autoroutes, des barrages et des tunnels et qui ont la même compétence que les entreprises étrangères, voire mieux". La rencontre constituait une opportunité pour prendre connaissance des problématiques auxquelles sont confrontés les opérateurs pendant l'exportation et à

s'employer à en trouver des solutions rapides, a-t-il dit, ajoutant que les exportations dans son secteur étaient nettement faibles, d'où la nécessité de les diversifier et de les promouvoir dans le cadre des priorités du Gouvernement. Bâti une forte économie avec des ressources diversifiées est la base de la nouvelle approche économique dont les contours ont été définis par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a-t-il mis en avant, soulignant que "l'exécutif s'emploie à sa concrétisation en assurant les conditions favorables et accompagnant les entreprises exportatrices pour obtenir de la devise". Le Gouvernement entend mettre en place, en coordination avec l'Association algérienne des routes, un cadre facilitant les services en Travaux publics, notamment l'activation des capacités de l'Algérie en la matière, à savoir les laboratoires, les études ou les travaux, rappelant l'existence de plusieurs entreprises al-

gérienne performantes. M. Chiali a salué l'engagement des membres du Gouvernement qui ont assisté au colloque et leur soutien aux objectifs du secteur en offrant les facilités nécessaires aux entreprises et bureaux d'études pour se lancer dans l'exportation. Par ailleurs, il a fait état d'une rencontre, tenue la semaine passée avec le Gouverneur de la Banque d'Algérie, lors de laquelle ont été passés en revue les problèmes qui entravent ces initiatives et qui "requièrent des solutions efficaces dans les plus brefs délais". Le ministre a également évoqué le rôle important des assurances et des banques ainsi que le rôle du secteur du Commerce dans la coordination des efforts en parvenant à la complémentarité dans la sphère des exportations. Il faudra, pour ce faire, élaborer un cahier de charges en collaboration avec les représentations diplomatiques, afin de faciliter le travail des sociétés algériennes à l'étranger, a-t-il ajouté assurant

que "l'Etat s'occupera de plusieurs tâches afin d'apporter le plein soutien aux entreprises". Pour sa part, le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekai, a précisé que son secteur avait entamé "l'inventaire" pour pouvoir définir l'ensemble des entreprises activant dans le secteur des travaux publics. Une stratégie nationale des exportations a été récemment lancée par le ministère du Commerce, avec l'étude d'un éventuel financement par les produits de la finance islamique, a-t-il poursuivi. Ont été introduits dans le domaine des exportations également l'industrie pharmaceutique, l'agriculture et la numérisation. Quant à l'exportation des matériaux de construction, le ministre délégué s'est félicité du niveau de production, citant, à titre d'exemple, le cas des 24 usines de ciment qui enregistrent un excédent de production.

APS

ALGÉRIE-AFRIQUE

« Les échanges économiques n'excèdent pas 0,4% »

Les relations économiques de l'Algérie avec le reste du continent africain est quasi-inexistant. Selon le Secrétaire général du Comité de liaison de la Route Transsaharienne, les échanges économiques de l'Algérie avec les pays du continent Africain n'excèdent pas le 0,4%. Si nous y avons été, jusqu'ici absents, c'est parce que le prix du baril était au plus haut et que nous avions de l'argent", a-t-il expliqué.



S'exprimant, hier, à l'émission L'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, le Secrétaire général du Comité de liaison de la Route Transsaharienne considère que l'Algérie se doit, aujourd'hui, de valoriser l'expérience acquise sur de grands projets pour aller la transposer dans des pays en Afrique. Mais pour autant, relève-t-il, ce n'est pas évident, en raison, selon lui, des "grandes difficultés" d'ordre bureaucratiques rencontrées en Algérie, lorsqu'il s'agit d'aller prospecter des projets dans des pays d'Afrique, en particulier. Mais comment capter des parts de marchés dans ces pays quant on y a été absents durant de longues années ? Pour M. Ayadi, là n'est pas le problème, compte tenu des avantages que possède l'Algérie à travers ses ambassades, la présence d'Algériens au sein des institutions de financement et celle de centaines d'ingénieurs de pays formés des années durant par le Comité de

liaison de la Transsaharienne, "qui sont prêts à nous aider". Seulement, observe ce dernier, "le barrage, le blocage auquel nous avons toujours été confrontés, a été la réglementation au plan financier". Ce sont les mêmes problèmes, souligne-t-il, qu'ont également rencontré des agents économiques et les nombreux bureaux d'études quand il s'est agi pour eux d'exporter leurs produits ou bien leurs services. L'intervenant relève, cependant, qu'il semble, désormais, exister une volonté "exprimée par les hautes instances", de changer les choses, de lever les contraintes "qui verrouillent" la prise de parts de marché par les produits nationaux à l'exportation. Il tient à rappeler que, lorsqu'en 1966 s'est réunie à Alger, la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique autour de l'idée de création d'une route transsaharienne, c'était pour développer l'intégration régionale, dont il s'interroge sur les meilleurs moyens pour l'Algérie de tirer partie.

Alors que 9.000 kilomètres de cette voie routière ont été réalisés, sur les 10.000 projetés, le SG du Comité de liaison de la Transsaharienne note que "nous sommes dans la phase de création de corridors", un système facilitant le transit rapide des transporteurs nationaux et étrangers chargés de l'acheminement des marchandises vers des pays du continent. A ce niveau, déclare-il, "nous sommes concurrentiels", parce que présents à demeure. Pour l'invité, l'Algérie a consenti d'énormes moyens pour réaliser sur son tronçon routier. "Nous avons, indique-t-il, créé des routes, construit des ponts et des trémies, assuré les travaux d'entretien. Ce qu'il nous reste, insiste-t-il encore, c'est changer notre réglementation des changes, afin de prendre nos parts de marché comme les autres pays" qui soient ou non intégrés au projet".

S : Radio Nationale

BNA

Lancement des produits de la finance islamique dans 6 nouvelles agences

La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a lancé dimanche l'activité de la finance islamique au niveau de six (6) nouvelles agences dans différentes wilayas, a indiqué cette banque publique dans un communiqué. Il s'agit, selon la BNA, de l'agence Zirout Youcef "620" dans la wilaya d'Alger, de l'agence Ihaddaden "587" dans la wilaya de Bejaia, ainsi que des agences "654" dans la wilaya de Djelfa, "728" dans la wilaya d'Ain Temouchent, "724" dans la wilaya de Saida et "920" dans la wilaya de Mascara. Pour rappel, l'activité avait été lancée à Naama "730", au courant de la semaine passée. "La BNA continue à œuvrer dans le cadre de son plan de déploiement de la Finance Islamique sur plus de 50 agences, visant à couvrir toutes les wilayas du pays, avant la fin de l'exercice en cours. Elle a, à ce titre, lancé cette activité au niveau de 36 agences réparties sur 27 wilayas, à ce jour", souligne le communiqué. Pour rappel, l'offre de lancement propose à la clientèle neuf (09) produits d'épargne : compte chèque islamique, compte courant islamique, compte épargne islamique, compte épargne islamique "Jeunes", compte d'investissement islamique non restreint et de financement : Mourabaha immobilier, Mourabaha équipements, Mourabaha automobile et Ijara. Selon la BNA, la fenêtre Finance Islamique, ainsi, que chacun des neuf produits sont conformes aux préceptes de la Charia Islamique et certifiés par le comité charia de la Banque et par l'autorité nationale charaïque de la fatwa pour l'industrie de la finance islamique. Les détails des dits produits ainsi que les simulateurs Mourabaha et Ijara sont disponibles sur le portail web dédié à la finance islamique au : www.financeislamique.bna.dz. "Toutes les nouvelles informations relatives à l'activité et aux agences concernées sont disponibles sur les pages officielles des réseaux sociaux de la Banque et feront objets de communiqués adressés à la presse", note l'institution financière.

AP3

COMPLEXE EL HADJAR

Coup d'envoi de la récupération des résidus du Haut fourneau n 1

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a donné dimanche à Annaba, le coup d'envoi au démantèlement de la carcasse du Haut fourneau n 1 du complexe sidérurgique El Hadjar et la récupération des résidus de minerais de fer amoncelés comme matière première pour la production de matériaux industriels au sein du complexe. Inexploité depuis 2009, le Haut fourneau n 1 représente environ 150.000 tonnes de résidus de fer non utilisés et susceptibles de couvrir les besoins du complexe sidérurgique pendant une durée d'environ 6 mois, a-t-on appris sur les lieux. "Cette procédure s'inscrit dans le cadre d'une vision s'appuyant sur l'exploitation des ressources disponibles et inexploitées pour relancer l'activité économique du complexe", a précisé le Premier ministre lors de son inspection du complexe d'El Hadjar. Il a, à ce propos, relevé que cette opération "permettra la récupération d'un stock important de matériaux en acier inexploités, et composant la vieille installation métallique pour produire des matériaux industriels qui serviront à relancer d'autres industries de transformation". Après avoir suivi un documentaire filmé sur l'histoire du complexe Sider, sa création, les phases économiques traversées ainsi

que les différents investissements dont il a bénéficié, le Premier ministre a fait savoir que "Sider El Hadjar demeure un des fleurons de l'industrie lourde algérienne", relevant qu'"en 2020 il y a eu un bond qualitatif dans la gestion et le management de l'industrie dans notre pays". Et de préciser à cet effet : "le programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, place l'industrie au centre du programme de croissance et de relance économique". M. Djerad a souligné, par ailleurs, que l'édification d'une véritable industrie "implique de s'adapter à la réalité et de s'orienter vers la relance des petites et moyennes industries et les industries de transformation qui dépendent fortement de l'industrie algérienne en usant des ressources disponibles et variées pour répondre aux besoins du pays et atteindre la compétitivité sur les marchés extérieurs". Le Premier ministre a également indiqué que "le potentiel important dont dispose le complexe sidérurgique El Hadjar doit être exploité pour contribuer à la relance des petites et moyennes industries et les industries de transformation". Il a soutenu, en outre, que la création d'une industrie réelle et de production en adéquation avec

les besoins du marché doit obéir à une "pure logique économique", assurant que la gestion et le management "représentent un paramètre fondamental dans la réussite du plan de relance économique". Dans le même sens, M. Djerad a affirmé que le recours au management, l'intégration de la technologie et la gestion de l'entreprise à travers la logique économique, loin d'une gestion administrative et bureaucratique, est nécessaire pour "parvenir à une relance économique". "Si l'entreprise ne suit pas une logique économique dans son fonctionnement en recourant au management alors nous continuerons à nous débattre dans des questionnements sans issue", a souligné M. Djerad au cours de l'inspection de l'unique laminoir à chaud au niveau national qui produit des matériaux plats. In situ, le Premier ministre a affirmé que le "plan de relance économique pour une industrie nationale doit s'appuyer sur les capacités nationales", ajoutant : "nous devons lancer une industrie nationale qui produit de la valeur ajoutée et offre des opportunités d'emploi". Se disant "optimiste" quant à la réussite du complexe El Hadjar grâce aux grandes capacités dont il dispose, M. Djerad a assuré qu'"à la faveur d'une gestion rigoureuse

et d'un management moderne, il est possible de redorer le blason de ce complexe, symbole de l'industrie algérienne". Le Premier ministre a fait état, en outre, de l'existence de projets industriels complémentaires et intégrés auxquels le complexe Sider peut fournir les produits nécessaires à leurs fonctionnements. Aussi, dans le cadre de l'exploitation rationnelle des ressources et des capacités disponibles, le Premier ministre a donné le coup d'envoi à l'exploitation du stock inexploité de matériaux ferreux (férailles) accumulés au niveau du complexe qui s'étend sur une superficie de plus de 900 ha. Une opération s'inscrivant dans le cadre d'une vision économique visant l'exploitation de résidus de matériaux ferreux inexploités. Plus tôt dans la matinée, le Premier ministre qui était accompagné du ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout et celui de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham avait, à partir du centre d'examen, CEM Chaib Larbi du chef-lieu d'Annaba, donné le coup d'envoi des examens du Baccalauréat, session septembre 2020 auxquels prennent part 637.000 candidats à l'échelle nationale.

R.S



GHARDAÏA

Une cinquantaine de projets dégelés dans la wilaya

Quarante neuf (49) opérations de développement antérieurement gelées ont été relancées à travers les treize communes de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Ces opérations concernent 15 projets relevant du secteur de la jeunesse et des sports, six (6) du secteur de l'agriculture, (6) de celui du commerce, cinq (5) pour chacun des secteurs de la culture et de l'Habitat, quatre (4) de l'énergie, trois (3) des collectivités locales et deux (2) pour chacun des secteurs des travaux publics et de l'investissement et une pour les équipements publics, a détaillé à l'APS le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani.

La levée de gel intervient à la suite d'une argumentation élaborée par les autorités de la wilaya de Ghardaïa sur l'importance et la spécificité de ces projets ainsi que leur impact positif sur la population, conformément aux instructions des pouvoirs publics, a-t-il souligné.

Les projets concernés, et qui avaient été

gelés pour des raisons financières, ont trait à l'étude, le suivi et la réalisation de treize (13) stades de proximité en gazon synthétique dans les communes de Seb-seb, Mansoura, Hassi-Lefhel, Daya Ben Dahoua, Métlili, El-Menea, Bounoura et Zelfana (1), Berriane (2) et Ghardaïa (3), ainsi que la réhabilitation de trois piscines (Ghardaïa, Seb-Seb et Berriane), et la réalisation avec équipement d'une nouvelle piscine à Bounoura, a précisé M. Amrani.

Elle a également touché l'aménagement et la préservation des parcours sahariens, le développement des oasis et la culture oasisienne de la wilaya ainsi que l'étude, suivi et réalisation de six marchés couverts à Berriane, El-Menea, Ghardaïa (Oued-Nechou), Zelfana, Métlili et Bounoura, a-t-il ajouté.

La levée de gel a ciblé aussi le secteur du logement avec la réalisation de 1.000 nouvelles unités de logements publics locatifs (LPL), la réhabilitation de l'habitat précaire et les logements traditionnels des ksour, ainsi que la réhabilitation du patrimoine ancestral

religieux (mosquées) et d'irrigation (système de partage des eaux et séguïas).

La réalisation de dix salles de lectures publiques de proximité avec équipement sont également prévues à travers les communes de la wilaya. Les études de réalisation et le choix des assiettes foncières devant accueillir ces projets ont déjà été effectués ce qui va permettre de lancer leurs chantiers dans les plus brefs délais, a-t-il assuré.

Selon le chef de l'exécutif de la wilaya, la levée du gel concerne également les équipements publics sécuritaires notamment l'étude, la réalisation et l'équipement de sept nouveaux sièges de sureté urbaine à Ghardaïa (Oued-Nechou), Ghardaïa-Ouest, Métlili-Djaidida, Guerrara, Zelfana, El-Menea, Hassi El-Gara ainsi que l'acquisition et l'installation dans les communes de Berriane, Métlili et El-Atteuf d'un réseau d'éclairage public en énergie solaire.

S'agissant des projets des secteurs de l'énergie et de l'industrie qui ont béné-

ficié de la levée du gel, ils concernent la délocalisation des lignes de haute tension dans les quartiers urbanisés de Bouhraoua et la Zone des sciences (Bounoura) ainsi que l'étude, le suivi et la réalisation d'une zone d'activité à El-Menea et une mini-zone à Guerrara.

L'étude du dédoublement de la RN-1 entre le carrefour de croisement de la RN1/ RN49 vers El-Menea sur une distance de 260 km et l'étude de renforcement, modernisation et extension du réseau routier de la wilaya ont également bénéficié du dégel, a fait savoir le wali.

Ces projets "à très forte valeur ajoutée" permettent une relance du développement économique dans la région, la création de nombreux emplois pour les jeunes et la satisfaction des aspirations de la population, a-t-il relevé.

Un investissement de près de 11 milliards DA a été mobilisé pour concrétiser ces projets visant l'amélioration du cadre de vie de la population de la wilaya.

Brèves

TISSEMSILT

Coup d'envoi de l'université d'été virtuelle du Coran

Le coup d'envoi de l'université d'été virtuelle du Coran a été donné samedi à partir de Tissemsilt, a-t-on appris auprès de la Direction de cet établissement. Cette manifestation, organisée par le centre culturel islamique de Tissemsilt, comprend le lancement, à travers la page officielle et le site électronique de cette institution culturelle, d'un atelier pour l'apprentissage du Coran et ses dispositions au profit des jeunes encadrés par des instructeurs bénévoles du Livre saint, a-t-on expliqué. Les jeunes apprenants pourront, lors de cette manifestation d'une durée de 15 jours, s'abreuver de connaissances à travers une série d'ouvrages de "lafasir" du Saint Coran et du Hadith mis entre leurs mains, mais aussi avoir certaines notions sur les savants de l'Algérie et l'histoire des zaouïas du pays grâce à une bibliothèque numérique. Le programme comprend également des concours du meilleur enfant et celui du meilleur jeune récitant du Coran, ainsi que du meilleur chant religieux, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que les travaux des participants seront réceptionnés via Internet. Les vidéos des conférences à présenter par des cadres de la Direction des affaires religieuses et des waqfs et des imams des mosquées du cheflieu de la wilaya seront diffusées sur Internet. Les conférenciers aborderont des thèmes inhérents aux "bienfaits de la célébration de la nouvelle année de l'Hégire et de l'Achoura", ainsi que "les bienfaits de l'apprentissage du saint Coran."

KHENCHELA

Distribution de 8000 bavettes aux candidats du baccalauréat

Un quota de 8.000 bavettes a été remis samedi aux services de la Direction de l'éducation de la wilaya de Khenchela en vue de sa distribution aux candidats du baccalauréat à l'initiative de la Direction opérationnelle locale de télécommunication (DOT) d'Algérie Télécom (AT) et la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM). Conformément à la convention signée entre la Direction générale d'Algérie Télécom (DGAT) et la Chambre nationale de l'artisanat, il a été procédé au financement d'un atelier de confection de bavette, a indiqué à l'APS la responsable de l'information auprès de la DOT d'Algérie Télécom, Nadia Charabane. Elle a dans ce sens détaillé que le financement a concerné l'acquisition des machines à coudre et la fourniture de divers équipements pour les mettre à la disposition des artisans chargés de la confection des bavettes. Plusieurs dizaines d'artisans se sont portés volontaires pour fabriquer près de 11.000 bavettes, remises à la Direction de l'éducation en vue de renforcer le protocole préventif sanitaire lors des examens de fin d'année scolaire, a indiqué le directeur local de la CAM de Khenchela, Kamel Sayad, saluant l'initiative de la société d'Algérie Télécom. De son côté, le directeur de l'éducation, Mourad Messibah, a valorisé l'initiative des responsables d'Algérie Télécom, assurant que ce lot de bavettes permettra de couvrir les besoins pour l'application des mesures préventives de lutte contre le Covid-19 lors des épreuves du baccalauréat.

MASCARA (PLAINE DE LA "HABRA")

Mesures d'urgence pour régler le problème d'irrigation

Le ministre des Ressources en eau Arezki Berraki a annoncé samedi à Mascara des mesures d'urgence pour régler le problème de manque d'eau d'irrigation agricole du périmètre irrigué de la plaine de la Habra dans la région de Mohammadia.

Après avoir rencontré les représentants des agriculteurs de la région de Mohammadia, à l'occasion de sa visite d'inspection dans la wilaya de Mascara, le ministre a annoncé une série de mesures susceptibles de régler le problème du manque d'eau d'irrigation au niveau du périmètre agricole de la Habra afin de sauver la saison de récolte des agrumes. Ainsi, des travaux seront lancés dès aujourd'hui, à commencer par la réservation d'un quota supplémentaire d'eaux d'irrigation atteignant les 3 millions de m3 qui seront pompées du barrage de Bouhanifia à compter de aujourd'hui.

Le ministre a ajouté avoir chargé l'Office national de l'irrigation et de l'assainissement en vue d'entamer, dans quelques jours, l'opération de forage de six puits profonds qui seront prêts à l'exploitation dans un délai n'excédant pas un mois et l'utilisation des eaux dans l'irrigation des récoltes, sous la houlette de l'Office. Arezki Berraki a également annoncé avoir chargé une entreprise publique pour achever les travaux de la station d'épuration des eaux usées de la commune de Mohammadia, à l'arrêt depuis 2017, après avoir atteint un taux d'avancement des travaux de 80%. La station qui sera prête début du mois de mai 2021 produira quelque 14.000 m3 d'eaux destinées à l'irrigation de quelques récoltes agricoles.

Le ministre des Ressources en eau a, d'autre part, indiqué avoir donné un délai de deux mois à l'entreprise chargée de l'enlèvement des boues du barrage de Fergoug, dans la wilaya de Mascara, pour renforcer ses chantiers



avec des équipements conformes au cahier des charges, dont un grand engin moderne, afin de désenvaser l'ouvrage et augmenter sa capacité de stockage d'environ 1 million de m3 actuellement à 4 millions de m3 pour répondre aux besoins des agriculteurs de la région qui dépendent de manière quasi-totale du barrage pour irriguer leurs récoltes. M. Berraki a, en outre, annoncé avoir chargé l'entreprise publique Cosider des travaux de réalisation d'un canal de transport des eaux du barrage de Bouhanifia jusqu'au barrage de Fergoug, après résiliation du contrat avec l'entreprise chargée initialement du projet en raison de l'interruption des travaux de ce chantier. Dans ce contexte, il a insisté sur l'importance de ce canal dans l'éradication du problème de perte des eaux qui s'écoulent, actuellement, dans l'oued pour

des raisons naturelles et humaines. Lors de sa visite dans la wilaya, le ministre s'est enquis des préoccupations des agriculteurs de la région de Mohammadia qui s'étaient plaints de la faiblesse de l'approvisionnement en eaux d'irrigation agricole et du retard dans les travaux d'enlèvement des boues du barrage de Fergoug, ainsi que du non achèvement du réaménagement du périmètre agricole irrigué de la Habra. Le ministre a rassuré les agriculteurs quant à la disponibilité de l'Etat dans la prise en charge de leurs préoccupations, surtout que le périmètre agricole de la Habra revêt une importance capitale dans le développement du secteur agricole et que l'Etat lui a consacré plusieurs projets ayant permis d'augmenter la superficie irriguée de 3.000 hectares à 8.500 ha. M. Berraki a annoncé, à ce pro-

pos, le lancement d'opérations de modernisation des systèmes d'irrigation permettant d'économiser l'eau et d'augmenter la production à travers la mise en place d'un système intelligent, en collaboration avec une start-up, prenant en charge, comme opération pilote, 40 ha de la plaine de la Habra pour être généralisée, par la suite, à la totalité du périmètre.

Concernant le problème de l'accumulation de la vase dans nombre de barrages au niveau national, le ministre a annoncé la mise en place d'un comité comprenant plusieurs secteurs pour la plantation d'arbres et de plantes afin d'éviter l'arrivée des boues et de la terre aux barrages. Dans ce sens, 36 sites pilotes ont été choisis, comme départ de l'opération, en collaboration avec les conservatoires des forêts des wilayas possédant des pépinières et qui aident dans les opérations de reboisement.

Par ailleurs, le ministre a inspecté durant sa visite le projet de réalisation de la station de traitement des eaux usées et le barrage de Fergoug dans la commune de Mohammadia. Il a également visité, dans la commune de Mascara, la station de pompage des eaux produites par les stations de dessalement, ainsi que le projet de réalisation de deux châteaux d'eau d'une capacité de 30.000 m3.

Le ministre a également inspecté, dans la commune de Hachem, le projet de réalisation et d'équipement du puits artésien dans le village de Remaikia. Il a inspecté dans la commune d'Aïn Frah l'état d'avancement des travaux du projet d'approvisionnement des habitants de la daïra de Oued El-Abtal en eau potable, à partir du barrage Oued El-Taht.

NÂAMA (GROUPEMENT HARCHAIA)

Plus de 280 millions DA pour l'aménagement de la zone d'habitations rurales

Une enveloppe budgétaire de 280 millions DA a été dégagée pour les travaux d'aménagement urbain de la nouvelle zone d'habitation rurale, le groupement "Harchaia" relevant de la commune de Nâama, a annoncé samedi le Président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) Benkhedda Bekacem. Cette somme a été dégagée dans le cadre du budget de la Direction de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture, avec le soutien de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et du PCD de la commune de Nâama. Elle est destinée à la réalisation de plusieurs opérations continues au niveau de cette nouvelle zone d'habitation qui

abrite quelque 1.055 logements ruraux regroupés et leur raccordement aux différents réseaux (eau, assainissement, électricité et gaz), a indiqué le même responsable. Les travaux ont été divisés en plusieurs lots et ont atteint "des taux d'avancement encourageants", notamment en ce qui concerne les réseaux d'assainissement, d'AEP, d'électricité et de gaz. Les travaux portent également sur la réalisation d'un château d'eau, la réfection des routes, la mise en place de l'éclairage public, la pose des trottoirs et de leurs pavés, la plantation d'arbres au niveau des espaces verts tout au long des bordures des routes, selon la même source. Les services concernés ont entamé, de-

puis deux années, le programme d'aménagement de la zone d'habitation en question qui s'étend sur une superficie de 23 hectares au nord de la commune de Nâama. Le plan directeur d'aménagement urbain concerne la réalisation des différents réseaux pour accueillir, dans l'avenir, près de 10.000 habitants, selon la même source. Par ailleurs, le lancement des opérations d'intégration des équipements publics et des structures administratives nécessaires, dont les écoles primaires, l'annexe communale, le dispensaire et le stade de proximité en tartan, a été programmé dans le cadre des prochains programmes de développement, a-t-on indiqué de même source.

TINDOUF

Plusieurs actions pour la préservation de l'arganier

Une série de mesures et d'actions visant la préservation de l'arganier et l'extension des superficies consacrées à cette espèce arboricole a été lancée dans la wilaya de Tindouf par la Conservation des forêts dans le cadre de la préservation et de la valorisation de cet arbre endémique, a-t-on appris samedi des responsables de la Conservation des Forêts.



Des suggestions ont été adressées par les services des forêts de cette wilaya frontalière aux instances centrales en vue de mettre en place une cellule chargée de la protection et du développement de l'arganier et la mise en défense des zones de son peuplement à travers la promulgation de lois à même de résoudre le problème de l'impossibilité d'une double classification en tant que réserves du parc naturel de Tindouf et des zones endémiques de l'arganier dans la région, a expliqué le conservateur des forêts par intérim, Abdelmoumene Mouzaoui. Cette espèce demeure aussi en quête d'une étude phytosanitaire

pour remédier aux maladies parasitaires affectant cet arbre, en plus de l'encouragement de l'investissement dans son développement par la multiplication de pépinières pour l'extension des superficies de l'arganier, ainsi que le soutien de la femme rurale dans les activités d'extraction, de manière traditionnelle, de l'huile d'arganier en vue de développer l'écotourisme, a-t-il ajouté. Selon une étude de la Conservation des forêts datant de 2013, le territoire de l'arganier, qui s'étend sur plus de 672 hectares, dans une zone localisée à 110 km au Nord-ouest de Tindouf, est peuplé de 5.257 arbres, soit une densité de huit (8) arganiers à

l'hectare, répartis entre les zones de Touiref-Bouâm, Merkala et Targuanet. Cette plante est connue pour sa grande capacité d'adaptation aux conditions climatiques et écosystémiques de la région, en plus de constituer un moyen de lutte contre la désertification et un moyen de développement du couvert végétal, en sus de ses retombées socio-économiques, dont l'extraction de l'huile d'arganier aux grandes vertus thérapeutiques et aux propriétés entrant dans la fabrication de produits cosmétiques. Les efforts de protection et de valorisation de cet arbre endémique ont également donné lieu à la

réalisation d'un point de contrôle et d'observation pour les gardes forestiers chargés de la protection des forêts, notamment la lutte contre l'arrachage illicite et la déforestation, ainsi que la réalisation de forages et la plantation de cinq (5) ha de plants d'arganier, a-t-on ajouté à la Conservation des Forêts. La Conservation a procédé, au titre de l'exploitation agricole de cet arbre en tant que brise-vents, à la remise aux agriculteurs de plus de 900 arbustes de cette espèce à planter sur une superficie de neuf (9) ha, une opération renouvelable chaque année sur des superficies allant de quatre (4) à six (6) hectares.

SOUK AHRAS

Lancement de 155 projets dans les régions d'ombre

Plus de 155 projets sur 507 inscrits au bénéfice de 251 régions d'ombre de la wilaya de Souk Ahras ont été lancés en vue de répondre aux préoccupations des citoyens dans plusieurs domaines, a-t-on appris samedi du chef de l'exécutif local Lounes Bouzegza.

"Sur ce total, 49 projets portant sur le renforcement de l'AEP et des prestations de services de Santé, le raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz, la réfection des routes et l'amélioration des conditions de scolarisation, ont été réceptionnés", a précisé le wali en marge d'une visite d'inspection des régions d'ombre de la daïra de Lahdada regroupant la commune éponyme, Lakhdara et Ouled Moumen.

La livraison des projets restants, inscrits dans le cadre du programme de développement des régions d'ombre, devra se faire "avant la fin de l'année en cours", a indiqué Lounes Bouzegza, ajoutant que ces projets ont mobilisé une enveloppe financière de 4 milliards de dinars.

S'entretenant avec les habitants de la région de Lafouid, dans la commune d'Ouled Moumen, sur leurs difficultés à accéder à l'eau potable, le wali a fait savoir que les régions d'ombre de la wilaya ont bénéficié de 380 millions de dinars pour la réalisation de 56 projets d'AEP, dont la réalisation de puits et de réservoirs d'eau en plus de l'extension du réseau de distribution d'eau potable.

M. Bouzegza a souligné à cet effet, que la meilleure solution pour mettre fin au problème d'eau dans cette région passe par la concrétisation du projet de transfert des eaux à partir de la retenue collinaire de Bir Louhichi (commune de Lahdada) dont le taux de réalisation a atteint les 50 %, suggérant d'approvisionner temporairement les habitants en eau potable par camions citernes.

Le wali de Souk Ahras a, par ailleurs, affirmé la nécessité de donner la priorité dans les régions d'ombre aux projets d'AEP, au raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, au désenclavement et à l'amélioration du cadre de vie.

De son côté, le chef de service d'évaluation des ressources hydriques à la Direction des ressources en eau, Salah Eddine Ouadi, a fait savoir que le bassin aquatique de Bir Louhichi comporte actuellement trois puits profonds exploités par l'Algérienne des eaux (ADE). Afin d'alimenter les habitants de la région de Lafouid, un quatrième puits vient d'être inauguré, selon le même responsable qui a expliqué que les eaux de ces puits seront stockées dans un réservoir de 2000 m³ pour être ensuite réparties sur les foyers de Lahdada et les régions entourant la commune de Sidi Fredj.

Un puits profond a également été réalisé dans la commune de Lakhdara pour renforcer l'AEP dans la région de Lafouid, a-t-il dit.

BISKRA (ZONES D'OMBRE)

Arrivée d'une caravane médicale pour la prise en charge des habitants

Des équipes de 150 médecins spécialistes composant une caravane médicale bénévole sont arrivées samedi à Biskra et se sont dirigées vers les zones d'ombre. Organisée à l'initiative du réseau algérien des jeunes, cette caravane, lancée depuis le siège de la wilaya en présence des autorités locales, vise à "apporter aide et assistance aux habitants des zones d'ombre notamment dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée la lutte contre la Covid-19", a affirmé le président de ce réseau, Adel Gana. Composés de praticiens locaux, ainsi que d'autres issus de plusieurs wilayas, les staffs médicaux de cette caravane ont pour mission d'assurer des consultations en médecine générale, cardiologie, diabétologie, ophtalmolo-

gie et en pédiatrie, a précisé le même responsable. Les praticiens bénévoles s'emploieront, en coordination avec les services de la Direction locale de la santé, à assurer des examens et consultations médicales au profit des patients habitant dans des zones enclavées et ce, en vue de rapprocher le service public de santé des citoyens, a fait savoir la même source, soulignant que cette caravane est dotée d'un laboratoire d'analyses médicale qui permettra aux médecins bénévoles d'offrir un service de qualité et aux personnes malades de ces régions d'effectuer les analyses nécessaires. La caravane médicale bénévole qui sillonnera plusieurs localités de la wilaya de Biskra fera une première halte de cinq (5) jours à Zeribet El Oued (80 km à l'Est de Biskra), avant de se

diriger vers Tolga (40 km à l'Ouest de Biskra), a indiqué M. Gana, ajoutant que les habitants de ces localités bénéficieront de services médicaux programmés à raison de 200 consultations/jour. Cette initiative ciblera "le grand nombre possible de citoyens avec la possibilité de fournir des soins médicaux au niveau des établissements hospitaliers spécialisés pour les cas qui nécessitent un suivi", selon M. Gana. Devant sillonner sept (7) wilayas des Hauts plateaux et du Sud du pays, la caravane qui se poursuivra jusqu'au 14 novembre prochain, a fait une première halte dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj et devra se déplacer dans les prochains jours vers les wilayas de M'Sila, Djelfa, Laghouat, El Bayadh et Naâma, selon les organisateurs de cette initiative.



Leicester City: Brandon Rodgers évoque l'avenir de Slimani et Ghezzal

Les compatriotes algériens de Leicester City sont, depuis un certain temps, dans une situation pour le moins inconfortable. Selon la presse anglaise, les Foxes ont désigné les joueurs de l'effectif dont les contrats seront peut-être résiliés, parmi eux Islam Sli-

mani et Rachid Ghezzal.

« Slimani Silva et Ghezzal doivent trouver des clubs preneurs car on a parlé de leur avenir. Ce sont de bons gars, des joueurs expérimentés, ils appartiennent toujours au club mais leur futur est probablement ailleurs », a déclaré le coach

de foxes en conférence de presse d'avant match face à West Bromwich.

Slimani (32 ans) et Ghezzal (28 ans) avaient tout deux passé la saison dernière à l'AS Monaco et la Fiorentina respectivement sous forme de prêt.

Brèves

FOOT/ COUPE D'ALLEMAGNE (PREMIER TOUR)

Bensebaini contribue à la large victoire du Borussia Monchengladbach

Le défenseur international algérien Rami Bensebaini, a contribué samedi à la large victoire décrochée par son équipe Borussia Monchengladbach, en déplacement face au FC Oberneuland, pensionnaire de la 5e division (8-0), dans le cadre du 1er tour de la Coupe d'Allemagne de football. Le latéral gauche des Verts a surgi à la 25e minute de jeu pour marquer le quatrième but des siens. L'ancien joueur du Stade Rennais (Ligue 1 française) a cédé sa place en seconde période (73e). Le Bayern Munich, détenteur du trophée et récente vainqueur de la Ligue des champions, entrera en lice le 15 octobre en déplacement face au FC Dürren (5e division), alors que le club bavarois a bénéficié de quelques jours de repos supplémentaires. Bensebaini (25 ans) avait rejoint Monchengladbach en 2019 pour un contrat de quatre saisons, en provenance du Stade Rennais. Le natif de Constantine n'avait pas tardé à étaler son talent, devenant l'une des pièces maîtresses de l'entraîneur Marco Rose. Le joueur algérien a terminé à la 4e place au classement des meilleurs joueurs de son équipe, pour la saison 2019-2020, obtenant 7,9% des voix, derrière le Français Marcus Thuram, élu meilleur joueur avec 43,7%, Yann Sommer (26,5%) et Denis Zakaria (12,9%). Pour un premier exercice réussi en Bundesliga, Bensebaini a été crédité de belles prestations durant la saison, avec à la clé 5 buts en 26 matchs, toutes compétitions confondues.

R.S

ESPAGNE

Le FC Barcelone remporte son premier match amical

Le FC Barcelone a remporté son premier match amical de la pré-saison 2020-2021 ce samedi au stade Johan Cruyff 3-1 face au Nastic Tarragona (D3 espagnole), le jour de la reprise de la Liga en Espagne. Les buts de la rencontre ont été inscrits pour le Barça par Ousmane Dembélé (5e) et Antoine Griezmann (17e, sur pénalty), et une réalisation sur pénalty de Philippe Coutinho (51e), malgré le but de Javi Bonilla (30e) pour Tarragona. Grand acteur du feuilleton footballistique de l'été après avoir annoncé le 25 août qu'il souhaitait mettre un terme de manière unilatérale à son contrat avec le club catalan, avec qui il est encore lié jusqu'au 30 juin 2021, Lionel Messi était bien présent pour cette première rencontre de pré-saison du Barça, le même jour de la reprise de la Liga en Espagne, au contraire de ses équipiers sud-américains Luis Suarez et Arturo Vidal, non retenus. D'après la presse catalane, ces deux joueurs n'entreraient pas dans les plans du nouvel entraîneur Ronald Koeman, et sont annoncés du côté de l'Italie. Koeman a complètement bouleversé son onze initial après la pause, comme annoncé, pour tester onze nouveaux joueurs en deuxième période, dont Frenkie de Jong, Philippe Coutinho ou encore Martin Braithwaite, par exemple. Le FC Barcelone aura quelques jours de préparation supplémentaires, tout comme Getafe, Séville (C3), le Real Madrid, l'Atlético Madrid (C1) et Elche (playoffs d'accès à la Liga), car ces équipes ont terminé leur saison plus tard que les autres formations. Le premier match de Liga du Barça aura lieu le week-end du 26-27 septembre contre Villarreal.

R.S

ITALIE

La Juventus annonce une perte de 70 millions d'euros

La Juventus a annoncé vendredi une perte de plus de 70 millions d'euros pour l'exercice clos au 30 juin 2020, en hausse de plus de 30 millions sur un an, en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus.



Après une perte de 39,9 millions sur l'exercice précédent, attribuée au poids du transfert de Cristiano Ronaldo sur ses comptes, le club turinois a cette fois enregistré 71,4 millions de perte, selon son communiqué. Il s'agit de la troisième année consécutive dans le rouge pour les comptes de la Juve, cotée en bourse. Le club turinois rappelle que les "restrictions adoptées par les autorités" ont entraîné la fer-

meture du musée et des commerces, "avec des conséquences sur les revenus du merchandising" de la Juve, mais surtout entraîné le remboursement des billets et en partie des abonnements des supporters en raison du huis clos imposé pour les matches après le confinement. La suspension des compétitions a "également entraîné un effet comptable à la baisse sur les revenus des droits TV sur l'année",

ajoute le club. L'accord de baisse de salaire conclu avec les joueurs et l'entraîneur, pour la période de mars à juin, a toutefois permis d'atténuer l'impact, avec un effet positif sur les finances chiffré à 90 millions d'euros. En raison des nombreuses incertitudes que fait encore planer le coronavirus sur les activités sportives, la Juventus prévoit d'ores et déjà de nouvelles pertes pour l'exercice 2020-21.

Le syndicat européen des clubs (ECA), présidé par le patron de la Juventus Andrea Agnelli, a estimé mardi que la pandémie de Covid-19 pourrait amputer d'environ 4 milliards d'euros les revenus des clubs de football européens, affectant l'exercice 2020-21 encore plus lourdement que la saison écoulée. "Nombre de clubs risquent leur existence", avait alors souligné M. Agnelli.

R.S

FOOT/ PREMIER LEAGUE ANGLAISE (1RE J)
Liverpool s'impose à l'arraché face à Leeds United (4-3)

Liverpool, a entamé samedi la défense de son titre de champion d'Angleterre de football, en l'emportant difficilement à domicile face au promu Leeds United (4-3), l'occasion de la 1re journée de la Premier league anglaise de football. Grâce notamment à un triplé de l'Egyptien Mohamed Salah, dont deux buts sur pénalty, ont permis au champion en titre, Liverpool, d'éviter une contre-performance gênante face au promu Leeds, qui a vendu chèrement sa peau. Leeds, dirigé par l'emblématique Marcelo Bielsa, a réussi à revenir trois fois au score en profitant des largesses défensives des "Reds", mais les joueurs de Jürgen Klopp ont arraché la victoire à deux minutes de la fin du

temps réglementaires, dans un scénario déjà souvent constatés la saison dernière. Un peu plus tôt dans la journée, Arsenal a bien entamé la saison 2020-2021, en battant en déplacement le promu Fulham (3-0), grâce à des buts de Lacazette (8e), Gabriel (49e), et Aubameyang (57e). Cette journée inaugurale se poursuivra dimanche avec au programme deux rencontres : West Bromwich Albion - Leicester City (14h00, algériennes) et Tottenham - Everton (16h30, algériennes). Deux matchs sont reportés à une date à déterminer : Burnley face à Manchester United, et Manchester City de l'ailier international algérien Riyad Mahrez face à Aston Villa.

R.S

L'AC MILAN
Ante Rebic officielement pour cinq ans

L'AC Milan a officialisé samedi la signature pour cinq ans de l'attaquant Ante Rebic, prêt la saison dernière par l'Eintracht Francfort au club lombard. Arrivé d'Allemagne la saison dernière, l'international croate de 26 ans avait terminé meilleur buteur de l'AC Milan avec 12 buts en 30 apparitions. Dans un communiqué, le club a précisé que son contrat prendra fin le 30 juin 2025. L'AC Milan, qui a terminé sixième de Serie A la saison passée, a récemment prolongé le contrat de Zlatan Ibrahimovic pour un an. Le club lombard a également recruté le milieu italien Sandro Tonali (Brescia), tout comme Brahim Diaz, prêt par le Real Madrid.

PREMIER LEAGUE ANGLAISE (1RE JOURNÉE)
Arsenal réussit ses débuts et lamine Fulham 3-0

Arsenal a bien entamé la saison 2020-2021 de la Premier league anglaise de football, en battant en déplacement le promu Fulham (3-0), à l'occasion de la 1re journée du championnat. Grâce à des buts de Lacazette (8e), Gabriel (49e), et Aubameyang (57e), Arsenal confirmé son excellente forme, quelques semaines après sa victoire en Coupe d'Angleterre contre Chelsea (2-1) et lors du Community Shield contre Liverpool (1-1, 5-

4 aux t.a.b.). Les hommes de Mikel Arteta ont montré un visage plein d'assurance dans ce derby londonien, face à des "Cottagers" qui retrouvaient l'élite un an après l'avoir quittée et chez qui l'ancien gardien du Paris SG Alphonse Areola, prêt la saison dernière au Real Madrid, était sur le banc. Sans les deux milieux de terrain l'Allemand Mesut Ozil ou encore le Français Matteo Guendouzi, qui ne figuraient même pas sur

la feuille de match, les "Gunners" ont rapidement pris les devants. Mais si le Big 4 semble hors de portée pour la course au titre, Arsenal pourrait bien avoir une carte à jouer pour la qualification en C1. Cette journée inaugurale se poursuit samedi avec notamment au programme le match entre le tenant du titre Liverpool et le champion de la Championship Leeds United (17h30, algérienne).

R.S

FOOT/ LIGUE 1 ALGÉRIENNE (CR BELOUZDAD)

"Huit semaines sont insuffisantes pour une bonne préparation"

L'entraîneur français du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), Franck Dumas, a estimé dimanche que la période de huit (08) semaines accordée pour préparer la saison 2020-2021, était "insuffisante", tout en se montrant inquiet quant à la réaction des joueurs après une longue période d'inactivité.



En temps normal, nous avons besoin parfois de cinq semaines pour privilégier la qualité, en accordant notamment aux joueurs des jours de repos. Concernant la situation actuelle avec l'arrêt de la compétition depuis mars dernier, ce sera insuffisant de se préparer en 7 semaines, car la 8e semaine est consacrée à la préparation du premier match. On ne va pas crier au scandale, mais d'un point de vue physique, moi qui est un ancien joueur, il faudra faire très attention aux joueurs, en programmant des séances un peu dures avec des temps de récupération", a indiqué le coach du Chabab, dans une déclaration vidéo accordée à la page officielle Facebook du club. Les joueurs du CRB, sacré champion d'Algérie en titre, ont été soumis dimanche à des

tests de dépistage au coronavirus (Covid-19). Les entraînements des clubs de la Ligue 1 seront autorisés à partir du 20 septembre, alors que la reprise de la compétition est fixée au 20 novembre, selon un communiqué diffusé jeudi dernier par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). "Nous allons partir à l'hôtel pendant une bonne semaine pour préserver la santé des joueurs avec un programme un travail foncier de reprise. Au fil des semaines, il y aura une progression avec possibilité de travailler sur le terrain. Il faudra faire un état des lieux concernant l'état physique des joueurs mais également leur mental. La dernière étape préparatoire est de retrouver le contact et les duels sur le terrain. Par ailleurs, nous avons engagé un nutritionniste pour éviter aux joueurs de manger n'importe

quoi.", a-t-il ajouté. Enfin, concernant le lieu du stage d'intersaison, l'ancien joueur de l'AS Monaco (Ligue 1/ France) n'est pas encore fixé sur cette question. "Pour le stage d'intersaison à l'étranger, ça dépendra de l'ouverture des frontières, sinon on sera obligé d'effectuer l'intégralité de la préparation en Algérie, ce qui est plus facile à accomplir. Pour le moment, on n'a aucune visibilité". Le CRB a été désigné "à titre exceptionnel" champion d'Algérie 2019-2020, suite à la décision prise par le Bureau fédéral de la Fédération algérienne (FAF) de mettre fin à l'exercice, impacté par la pandémie de Covid-19, en approuvant les résultats de la consultation écrite initiée auprès des membres de l'assemblée générale.

R.S

Brèves

FOOT/ LIGUE 1 (ES SÉTIF)

Bouguelmouna prolonge son contrat pour deux saisons

L'attaquant de l'ES Sétif, El-Habib Bouguelmouna, a prolongé son contrat pour deux saisons supplémentaires, soit jusqu'en 2022, a appris l'APS dimanche auprès du club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Convoité par le MC Alger, Bouguelmouna a préféré prolonger son aventure avec l'Entente, qu'il avait rejoint en 2018 en provenance de l'USM Bel-Abbès. Le milieu de terrain Amir Karaoui, en fin de contrat, devrait également prolonger son bail. Bouguelmouna (31 ans) rejoint ainsi le gardien de but Sofiane Khedairia et le défenseur Houari Ferhani, qui ont prolongé leur contrat pour une saison. L'ESS, 3e au terme de la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), n'a enregistré pour le moment aucune nouvelle recrue estivale, privilégiant d'abord la prolongation de ses cadors. Concernant la barre technique, l'entraîneur tunisien Nabil Kouki n'a pas encore prolongé son contrat pour deux saisons, comme annoncé précédemment par la formation phare des hauts-plateaux. Kouki, qui avait rejoint Sétif au mois d'octobre 2019, en remplacement de Kheïreddine Madoui, est parvenu à redresser la barre en championnat, permettant à son équipe de réaliser une remontée spectaculaire au classement.

FOOT/ITALIE

Zaniolo opéré du genou gauche en Autriche

L'attaquant italien Nicolò Zaniolo, éloigné des terrains pendant sept mois cette année après une rupture de ligament au genou droit, a été opéré du genou gauche pour une blessure identique, a annoncé dimanche l'AS Roma. "Nicolò Zaniolo a été opéré du ligament croisé antérieur du genou gauche", précise le club italien dans un communiqué, sans préciser la date exacte de l'intervention pratiquée "par le Professeur Fink, à la Clinique Hochrum d'Innsbruck" en Autriche. L'opération a été "un succès" et le joueur restera à l'hôpital pendant "les trois ou quatre prochains jours", précise le club de Zaniolo. L'ailier de 21 ans s'est blessé lundi soir face aux Pays-Bas en Ligue des nations. Il a été contraint de sortir juste avant la mi-temps après un choc avec un joueur néerlandais. Après un examen mardi matin, le diagnostic initial a été confirmé. Son club n'a pas précisé la durée de l'indisponibilité du joueur, mais elle est en moyenne de six mois pour ce type de blessure. "On est désolé pour lui, on espère que ce n'est pas ce que nous craignons tous", avait confié à la Rai le capitaine italien Giorgio Chiellini, alors que Lorenzo Insigne lui avait dédié la victoire italienne (1-0). "Forza Nicolò", avait tweeté cette semaine le club giallorosso dont le nouveau propriétaire, l'homme d'affaires américain Dan Friedkin, compte faire de Zaniolo un pilier de la reconstruction de la Roma.

R.S

FOOT/PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Leicester s'impose face au promu West Brom 3-0

Leicester a parfaitement lancé sa saison 2020-2021 de Premier League en allant s'imposer 3-0 sur la pelouse du promu West Bromwich Albion dimanche. Après Fulham par Arsenal (3-0) et Leeds par Liverpool (4-3), le troisième promu dans l'élite anglaise a donc aussi été battu lors de cette première journée. Cinquième la saison dernière, après avoir longtemps figuré sur le podium, Leicester était attendu au tournant, après avoir laissé partir son latéral gauche Ben Chilwell à Chelsea pour 50 millions de livres (54 M EUR). Privés au coup d'envoi de leur meneur de

jeu James Maddison, sur le banc, et de leur défenseur central nord-irlandais Jonny Evans, suspendu, les Foxes ont su se montrer patients pour résister à l'entame énergétique de WBA. Les hommes de Brendan Rodgers ont concédé peu d'occasions dans le premier acte, malgré la présence du milieu Wilfred Ndidi dans l'axe de la défense, face à la deuxième meilleure attaque de Championship (D2) l'an dernier (77 buts), avant de porter l'estocade dans le second. C'est d'abord la recrue belge Timothy Castagne, le latéral arrivé de l'Atalanta, qui s'est retrouvé dans la surface pour placer une tête

victorieuse aux six mètres (0-1, 56e). Meilleur buteur de Premier League la saison dernière, avec 23 réalisations, Jamie Vardy y est ensuite allé de son doublé de pénalités, dont le premier qu'il a obtenu lui-même, prenant les deux fois le gardien Sam Johnstone à contre-pied sur sa droite (2-0, 74e et 3-0, 84e). De quoi apaiser sans doute un peu Rodgers qui s'est plaint de la passivité de son club sur le marché des transferts, alors que la saison promet d'être dense entre un championnat ramassé à cause de l'Euro-2020 l'été prochain et l'Europa League à disputer.

R.S

Brèves

LIBAN

Manifestation près du palais présidentiel

Plusieurs centaines de Libanais ont organisé samedi une marche vers le palais présidentiel pour dénoncer l'absence de progrès dans l'enquête sur l'explosion meurtrière au port, 40 jours après le drame ayant dévasté une partie de la capitale. Partis depuis le palais de Justice à Beyrouth où ils s'étaient rassemblés en début d'après-midi, les manifestants, certains munis de drapeaux libanais en noir, ont marché jusqu'à la route menant au palais présidentiel, mais ont été stoppés par un grand dispositif militaire qui avait été déployé, selon des médias. Scandant des slogans du mouvement de contestation né à l'automne dernier contre l'ensemble de la classe dirigeante accusée de corruption et d'incompétence. Des centaines de partisans du chef de l'Etat, Michel Aoun, s'étaient également rassemblés dans le secteur, et l'armée a tenté de faire tampon entre les deux camps. Des accrochages ont éclaté entre certains manifestants et l'armée, qui a tiré en l'air pour séparer les contestataires. L'explosion du 4 août, imputée par les autorités au stockage "sans mesure de précaution" depuis six ans de 2.750 tonnes de nitrate d'ammonium dans un entrepôt du port, a tué plus de 190 personnes, blessé 6.500 autres et laissé 300.000 personnes sans-abri. Au total, quelque 25 personnes ont été arrêtées après le drame, notamment des responsables du port, des douanes et des appareils sécuritaires.

RUSSIE

Les électeurs aux urnes pour les élections régionales

Les Russes se sont rendus aux urnes hier pour des élections régionales et locales. Dans 41 régions du pays, les électeurs sont appelés à élire leurs gouverneurs, assemblées régionales ou municipales, ainsi que quatre députés du Parlement national. Les autorités ont autorisé un scrutin sur trois jours et des bureaux de vote en plein air, pour limiter les risques liés au coronavirus. Hormis le parti au pouvoir "Russie Unie" et les traditionnels Parti communiste et LDPR (nationalistes), le scrutin compte également des candidats de quatre nouvelles formations, axées respectivement sur le conservatisme, les entrepreneurs, l'écologie ou les nouvelles technologies. Ces scrutins locaux et régionaux interviennent à un an des élections législatives de septembre 2021.

MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Le Bangladesh premier contributeur mondial

Le Bangladesh est de nouveau le premier contributeur mondial aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, a déclaré samedi dans un communiqué le service de communication du ministère de la Défense ISPR. "Un total de 6.731 Casques bleus bangladais sont actuellement déployés dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies", a précisé l'ISPR. Avec 6.662 Casques bleus, l'Ethiopie est désormais en deuxième position, selon le communiqué de l'ISPR. Le Bangladesh a déjà été le plus grand contributeur aux missions de maintien de la paix de l'ONU en 2011, 2014 et 2015. Les Casques bleus bangladais, hommes et femmes, sont actuellement déployés dans huit des 13 missions de maintien de la paix de l'ONU.

CÔTE D'IVOIRE/PRÉSIDENTIELLE
L'ancien président Henri Konan Bédié investi par son parti



L'ancien président Henri Konan Bédié, 86 ans, chef du principal parti d'opposition ivoirien a été officiellement investi samedi candidat de son parti à la présidentielle du 31 octobre, lors d'un meeting qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de militants à Yamoussoukro (centre). Il avait déjà été désigné candidat de son parti le Parti démocratique

de Côte d'Ivoire (PDCI) lors de d'une convention fin juillet et il avait déposé sa candidature en personne le 27 août à la commission électorale indépendante (CEI). "Je réaffirme solennellement que j'accepte d'être candidat à l'élection du 31 octobre 2020 (...) Je vais avec l'opposition remporter cette élection présidentielle afin de réussir une mission de salut

public pour le bonheur de tous, en particulier des jeunes, filles et garçons des nouvelles générations", a affirmé M. Bédié, 86 ans devant une foule en liesse, agitant des petits drapeaux à son effigie. "J'invite toutes les formations politiques qui le désirent à soutenir ma candidature à l'élection présidentielle" a ajouté M. Bédié, qui entend être le principal adversaire

du président Alassane Ouattara, candidat à un troisième mandat controversé. M. Bédié a estimé que cette candidature était "une violation" par le président Ouattara "de la Constitution". Comme la précédente, la Constitution de 2016 limite à deux les mandats présidentiels. Mais les partisans de M. Ouattara affirment que le changement de Constitution a remis le compteur à zéro.

PÉROU

Les présidents andins exhortent le Parlement à ne pas destituer Vizcarra

Les présidents de Bolivie, de Colombie et d'Equateur, pays qui forment avec le Pérou la Communauté andine des nations, ont exhorté le Parlement péruvien de ne pas voter la destitution du président Martin Vizcarra dans le contexte actuel d'urgence sanitaire. "Nous appelons vos autorités à éviter toute action qui pourrait mettre en danger l'exercice légitime du pouvoir et le processus institutionnel politique et démocratique" au Pérou, indique un communiqué signé de la présidente bolivienne par intérim, Jeanine Áñez, et des présidents colombien Ivan Duque et équatorien

Lenin Moreno. Ils estiment qu'une destitution de M. Vizcarra pourrait "menacer la stabilité" du pays. Le Parlement péruvien a voté vendredi le déclenchement d'une procédure de destitution contre le président Vizcarra pour une affaire de corruption présumée. Le vote de destitution est prévu le 18 septembre. Sur les 130 parlementaires, 87 voix sont nécessaires pour destituer M. Vizcarra, au pouvoir depuis 2018, qui n'a pas de majorité. Les présidents andins avertissent que la crise politique actuelle se déroule en plein milieu de la pandémie de coronavirus et sept mois avant les élections générales péruviennes d'avril 2021.

SYRIE

Des terroristes projettent l'emploi d'armes chimiques

Le ministère russe de la Défense a révélé que les terroristes du "Front Nosra" se préparent à mener des provocations en utilisant d'armes chimiques dans la banlieue sud d'Idlib pour accuser l'armée syrienne, selon l'agence de presse syrienne (Sana). Dans un communiqué publié samedi, le chef du centre de coordination russe, le général Alexander Greenkiewicz, a précisé que "le centre de coordination russe avait reçu des informations selon lesquelles les terroristes du (Front Nosra) se préparent à mener une provocation en utilisant des substances toxiques au sud de la zone de désescalade à Idlib". Greenkiewicz a précisé, s'appuyant sur ces informations, que "les terroristes planifient de filmer les provocations dans la région de Jabal Zawiya, avec la participation de correspondants étrangers, pour les publier plus tard sur Internet et dans les médias pour accuser l'armée syrienne d'utiliser des armes chimiques contre des civils".

CHYPRE

Nicosie condamne un exercice militaire turc au large de ses côtes

Chypre a condamné samedi l'annonce par la Turquie d'un exercice naval de tir réel au large de la côte nord de l'île, affirmant que de telles manoeuvres seraient "illégalles" et "violeraient" sa souveraineté dans un contexte de tensions exacerbées en Méditerranée orientale. Dans une notice d'information maritime (Navtex) publiée ven-

dredi, la Turquie a annoncé qu'elle allait effectuer un exercice naval de tir réel au large de Sadrazamkoy, dans le Nord de Chypre, de samedi à lundi. Dans un Navtex, le Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage -- qui dépend du ministère de la Défense chypriote - a répondu que l'exercice turc était "illégal" et "violait la souveraineté de la Ré-

publique de Chypre". L'annonce d'Ankara a été faite au lendemain d'une déclaration de sept dirigeants de pays du sud de l'Union européenne qui ont exhorté la Turquie à cesser sa politique de "confrontation" en Méditerranée orientale et ont agité le spectre de sanctions européennes. La Turquie et la Grèce, toutes deux membres de l'Otan, sont en

désaccord à propos de gisements d'hydrocarbures, dans une zone qu'Athènes estime relever de sa souveraineté. La tension est montée d'un cran quand la Turquie a envoyé, le 10 août, un navire de prospection sismique accompagné de navires de guerre dans des eaux revendiquées par la Grèce, ce qui a poussé Athènes à lancer des manoeuvres navales.

CONCERTATIONS AU MALI

Les participants s'engagent à une transition de 18 mois

Les participants aux travaux des concertations nationales au Mali ont adopté, au terme de trois jours, de débats "une charte" instaurant une période de transition de 18 mois à l'issue de laquelle doit être rétabli le pouvoir civil, ont rapporté des médias.



Nous prenons l'engagement devant vous de ne ménager aucun effort dans la mise en œuvre de l'ensemble de ces résolutions dans l'intérêt exclusif du peuple malien", a déclaré le colonel Assimi Goïta, chef du "Comité national pour le salut du peuple" (CNSP). Il s'est engagé à instituer un gouvernement pour rétablir un pouvoir civil dans les 18 mois, après l'adoption d'une "charte" de transition. Des experts désignés par la junte, qui a renversé le 18 août le président Ibrahim Boubacar Keïta, ont adopté cette "charte" au terme de trois jours de discussions à Bamako avec la participation de quelque 500 participants (partis politiques, presse, syndicats, société civile, diaspora) répartis sur 5 groupes. "Nous demandons et espérons la compréhension, l'appui et l'ac-

compagnement de la communauté internationale dans cette mise en œuvre diligente correcte de la charte et de la feuille de route de la transition", a-t-il ajouté.

LES PARTICIPANTS ONT DÉBATTU AUSSI LA QUESTION DU FUTUR PRÉSIDENT DE LA TRANSITION.

Cette Charte propose que soit nommé un civil ou un militaire à la tête de la transition. Le document détermine aussi, les organes devant constituer cette transition, sa durée ainsi que le profil de la personne qui doit la diriger. Les dirigeants de l'organisation ouest-africaine, qui ont imposé au Mali un embargo sur les flux commerciaux et financiers, continuent d'exiger que

le Président et le Premier ministre de la transition soient des "personnalités civiles" qui doivent être désignées d'ici le 15 septembre prochain. Quant à la durée de la transition, estimant-ils, elle ne doit pas dépasser une année.

LE RESPECT DE CES DISPOSITIONS CONSTITUE LA CONDITION DE LA LEVÉE DES SANCTIONS DE LA CÉDEAO.

Les travaux de la concertation nationale au Mali, initiés par le CNSP, créé par les militaires mutins, ont débuté jeudi à Bamako pour discuter de la transition après le changement inconstitutionnel, ayant conduit à la démission forcée de l'ex-président, Ibrahim Boubacar Keïta.

R.I

La coalition d'opposition M5 rejette le projet

Le Mouvement du 5 juin, qui a mené la contestation contre le président Ibrahim Boubacar Keïta au Mali, a rejeté la charte de transition soutenue par la junte ayant renversé le chef de l'État et définissant le retour à un pouvoir civil, selon un communiqué reçu hier par l'AFP. La coalition, composée

d'opposants politiques, de chefs religieux et de membres de la société civile, y dénonce « la volonté d'accaparement et de confiscation du pouvoir au profit » des militaires qui ont pris le pouvoir le 18 août.

LA « CHARTE » EN QUESTION
Cette « charte » n'a pas été

publiée dans l'immédiat, mais le document en discussion samedi prévoyait une transition de 18 mois, conduite par un président désigné par un comité lui-même établi par la junte, selon des correspondants de l'AFP. Parmi les points non conformes de la charte adoptée, la coalition

cite l'absence de « reconnaissance du rôle du M5-RFP et des martyrs dans la lutte du peuple malien pour le changement » et affirme que les travaux avaient abouti au « choix majoritaire d'une transition dirigée par une personnalité civile ».

R.I

LIBAN

Lenarcic plaide pour la formation d'un gouvernement "crédible"

Le commissaire européen chargé de la gestion des crises, Janes Lenarcic, a appelé samedi soir à la formation, dans les plus brefs délais, d'un gouvernement "crédible", condition sine qua non au déblocage de la deuxième phase de soutien de l'UE à un Liban en crise. "Nous avons besoin d'un gouvernement crédible, jouissant de la confiance du peuple libanais et déterminé à conduire le pays dans la bonne direction", a plaidé M. Lenarcic dans un entretien avec l'Agence de presse AFP. Arrivé à Beyrouth à bord d'un vol humanitaire, le troisième affrété par l'UE après l'explosion dévastatrice début août au port, le commissaire européen a participé aux livraisons d'aides, dont des ambulances destinées à la Croix-Rouge libanaise, avant de ren-

contrer le nouveau Premier ministre Moustafa Adib chargé de former une nouvelle équipe ministérielle. Le Liban a connu une explosion gigantesque le 4 août au port de Beyrouth ayant dévasté des quartiers entiers de la capitale, faisant plus de 190 morts et 6.500 blessés et laissant 300 000 personnes sans-abris. "L'UE a mobilisé 64 millions d'euros rien que pour la réponse d'urgence, en sus des contributions individuelles des différents Etats membres, qui s'élèvent également à environ 65 millions d'euros", a indiqué M. Lenarcic. "La phase suivante sera celle de la reconstruction mais elle devra aller de pair avec des réformes car la communauté internationale n'est pas disposée à soutenir les pratiques qui ont conduit à l'effondrement financier et à la crise économique",

a-t-il ajouté. "La classe politique libanaise doit répondre aux demandes des gens, et c'est aussi ce que la communauté internationale attend". "Je parle de gouvernance, pas seulement de réformes économiques. Il doit y avoir un changement dans la façon dont ce pays est gouverné", a-t-il martelé. Le Liban fait face depuis presque un an à une pression accrue de la rue ayant forcé deux gouvernements à démissionner, sur fond d'une crise économique profonde, amplifiée par la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19). L'ex-Premier ministre, Hassan Diab, a démissionné quelques jours après la catastrophe du port. Le 1er septembre un nouveau chef de gouvernement, Moustafa Adib, a été désigné.

R.I

AFGHANISTAN

Les talibans pourraient proposer une trêve en échange de leurs prisonniers

Les talibans pourraient proposer un cessez-le-feu en échange de la libération de leurs prisonniers, a déclaré samedi à la presse Abdullah Abdullah, responsable du processus de paix pour les autorités afghanes, au premier jour des pourparlers de paix historiques entre les deux camps. "Il est possible" que les talibans envisagent cette option, a estimé M. Abdullah, alors que 5 000 insurgés ont déjà été relâchés par Kaboul contre un millier de membres des forces afghanes dans le cadre d'un échange prévu dans l'accord américano-taliban signé en février, déjà à Doha. Ce texte, non ratifié par les autorités afghanes, entérine le retrait des troupes étrangères d'Afghanistan d'ici mi-2021 en échange de promesses vagues des insurgés, comme un "dialogue interafghan" entamé samedi. Les nombreux désaccords concernant l'échange de prisonniers ont causé un retard de six mois dans la tenue des pourparlers. Les négociations, soutenues par Washington, s'annoncent laborieuses en raison des profondes divergences entre les belligérants. Un cessez-le-feu "pourrait être une de leurs idées ou de leurs demandes", a ajouté le chef du Haut Conseil pour la réconciliation nationale. "Ce sera à l'équipe de négociateurs de trouver les éléments qui peuvent nous aider à saisir l'occasion", a remarqué M. Abdullah, qui a appelé dans son discours inaugural samedi à un "cessez-le-feu humanitaire immédiat".

Mais le négociateur en chef des talibans, Abdul Ghani Baradar, n'a pas répondu à cette requête dans son allocution et n'a pas, non plus, mentionné de cessez-le-feu. Les insurgés ont longtemps craint de perdre leur principal atout à la table des négociations s'ils diminuaient leurs violences mais ils ont cependant déjà accepté des cessez-le-feu temporaires, dont deux cette année. Interrogé au sujet de l'influence de l'élection présidentielle aux Etats-Unis en novembre sur la vigueur des efforts diplomatiques des Américains, M. Abdullah a déclaré que ceux-ci "les avaient intensifiés ces derniers mois". "Mais l'urgence est vraiment du côté afghan", a-t-il lancé. Les deux parties se sont immédiatement mises au travail après la cérémonie d'ouverture, a relevé M. Abdullah, indiquant que des discussions se déroulaient déjà sur le code de conduite et sur le calendrier des négociations. Il a, par ailleurs, évoqué le camp de réfugiés de Moria, situé en Grèce, qui a brûlé cette semaine et qui abritait beaucoup d'Afghans. Ce camp est "la destination de nombreuses familles afghanes (...) à cause de la guerre qui continue", a-t-il déploré. Les négociations "n'auraient pas pu tomber à un moment plus significatif", a continué M. Abdullah.

R.I

Mer Égée et provocations d'Erdogan: vers un réveil de la «vieille Europe»?

Selon *Die Welt*, le haut commandement militaire turc aurait refusé l'ordre d'Erdogan de couler un bateau grec. Mais la posture va-t-en-guerre du dirigeant turc pourrait bien réveiller, à ses dépens, les consciences assoupies des Européens. Analyse

Erdogan vient peut-être de rencontrer, au sein de sa propre administration militaire, les limites que les pays européens ne parviennent toujours pas à lui fixer. Au terme de plusieurs jours d'apostrophe entre le Président turc et ses homologues grec et français, le journal allemand *Die Welt* indique qu'il aurait vu ses propres forces armées opposer un refus à ses exigences de créer un incident en mer Égée avec la marine grecque.

Alors que la Turquie a annoncé que l'activité exploratoire de ses trois navires, Oruç Reis, Cengizhan et Ataman, qui dure depuis le 10 août au sud de l'île de Kastellorizo, dans les eaux territoriales grecques, se poursuivrait jusqu'au 12 septembre, gesticulations et escalades verbales n'ont cessé de se multiplier entre la Turquie et la Grèce, mais aussi avec la France.

Pour venir au secours d'Athènes, Emmanuel Macron a effet déployé dans la zone deux avions Rafale et deux bâtiments de la marine française: la frégate *Lafayette* et le porte-hélicoptères *Tonnerre*. Si le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Hami Aksoy, accusait cette semaine Paris de se montrer «impérialiste», se sont des apostrophes beaucoup plus vigoureuses qu'avait employées ce dimanche 30 août Recep Teyyip Erdogan, accusant les gouvernants français et grecs d'être «cupides et incompetents». Par l'emploi de ces qualificatifs, le Président turc souhaite sans doute isoler les chefs d'État grecs et français de leurs opinions publiques, tout en flattant la fierté des siens. Or, en soulignant ainsi, peut-être involontairement, les facteurs structurels de la faiblesse des dirigeants européens face à l'expansionnisme turc, Erdogan ne s'expose-t-il pas, au contraire, au risque de réveiller contre lui la conscience collective des nations européennes? Chaque fois qu'elle s'est manifestée, la cupidité des dirigeants européens, parfois frappée d'in-



compétence, est en effet le facteur historique sur lequel l'impérialisme turc a toujours prospéré. Face à la résurgence de la menace turque aux marches de l'Europe, le contexte politique semble pousser les nations européennes à reprendre leur destin en main, autour de leur lien civilisationnel commun.

La faiblesse des Européens, facteur structurel de l'expansionnisme turc

L'histoire de la confrontation entre l'Europe et la Turquie est émaillée d'exemples où l'expansionnisme turc a pu s'appuyer sur la cupidité des dirigeants européens, pour asseoir ses positions ou en gagner de nouvelles. Les rivalités de pouvoir autour des empereurs byzantins ont conduit à la défaite de Mantzikert en 1071 et à l'installation du peuple turc en Anatolie. Le sac de Constantinople en 1204 par les croisés eut lieu à la demande du doge vénitien, dont les administrés armaient la flotte. Les rivalités européennes et avoires occidentaux en Turquie ont neutralisé les puissances européennes lors du génocide arménien et de la persécution des Grecs d'Asie Mineure au début du XXe siècle... Pendant la construction européenne, et plus récemment lors de la crise des migrants, qui a vu l'Union européenne se laisser financièrement prendre en otage par un Tur-

quie jouant du levier de la menace migratoire, c'est plutôt l'incompétence des dirigeants européens qui mérite d'être mise en cause. Depuis plusieurs décennies, tout l'effort des Occidentaux a en effet consisté, en agitant l'appât d'une entrée de la Turquie dans l'Union européenne, à démilitariser les structures politiques du pays et à favoriser une démocratisation du régime, qui s'est révélée être un cheval de Troie pour les Frères musulmans de l'AKP et la réislamisation de la Turquie, préalable au retour de sa vocation expansionniste.

L'occasion pour l'Europe de sortir de sa léthargie

Mais les circonstances présentes pourraient bien avoir des conséquences majeures. Historiquement, la menace turque aux portes de l'Europe a constamment incité à l'élaboration de la conscience collective européenne. Dans le contexte de crise des organisations multinationales, qu'il s'agisse de l'Otan ou de l'Union européenne, institutions qui ne parviennent pas à apporter de réponse collective à la crise en mer Égée, la voie semble ouverte pour un retour des grandes nations européennes sur les questions internationales.

La France et la Grèce se distinguent en effet par leur isolement sur la crise en Méditerranée orientale vis-à-vis des États-Unis et de cer-

tains dirigeants européens. Les Allemands, notamment, s'avèrent les plus soucieux de ne pas froisser la Turquie, du fait de sa présence dans l'Otan et de l'importance de la communauté turque outre-Rhin. Il faut sans doute y voir aussi un vieux tropisme géopolitique.

Les initiatives d'Emmanuel Macron sur la crise gréco-turque, qui s'accompagnent d'une prise de distances de la France vis-à-vis de l'Otan, puisqu'elle a annulé cet été sa participation à une opération militaire de l'Alliance atlantique en Méditerranée, pourraient ouvrir la voie à un retour de la France comme leader des nations continentales d'Europe occidentale sur les questions internationales, tel que l'imaginait d'ailleurs le général de Gaulle dans sa conception de la participation de la France à la construction européenne. En effet, à la faveur du blocage des institutions européennes sur cette question, il n'est pas impossible que les positions vigoureuses que pourrait prendre l'exécutif français vis-à-vis de la Turquie plaisent beaucoup plus à l'opinion publique européenne que la timidité craintive affichée par Angela Merkel.

La Turquie a-t-elle réveillé une fibre gaullienne chez Macron ?

Tandis que les États-Unis n'affichent qu'une solidarité

relative vis-à-vis de la France dans ses contentieux multiples avec la Turquie, la Russie se distingue par son silence complet sur ce sujet. Vladimir Poutine, qui a noué, faute de mieux, une alliance conjoncturelle et très encadrée avec Erdogan sur la question syrienne, est en revanche très éloigné des objectifs poursuivis par la Turquie en Libye, où Russie et Turquie n'accordent pas leur soutien au même camp. Dans ce contexte, l'acteur russe n'attend-il pas tout simplement que la France franchisse le Rubicon et retrouve la place qui lui revient dans la défense des avant-postes de l'Europe, face à la Turquie? Une telle évolution permettrait sans doute à la Russie de retrouver, en Méditerranée Orientale et au Proche-Orient, un allié avec lequel elle partage nombre d'objectifs géopolitiques communs, y compris vis-à-vis de la Turquie. Les États-Unis ont-ils pris la mesure de cette hypothèse de basculement, alors que les interrogations se multiplient en France sur l'intérêt d'un maintien de sa présence dans l'Otan? Peut-être faut-il voir, dans le refus de l'escalade des provocations opposé par les militaires turcs à Erdogan, si elle se confirmait, une discrète influence américaine pour éviter ce scénario.

Par Michel Loussouarn